

Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)

— Fiche documentaire —

Par **Priscilla Sadatchy**, chercheure-stagiaire au GRIP

3 novembre 2011

Résumé

La menace que représentent les groupes armés et les groupes terroristes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, mérite qu'on s'attarde à mieux les connaître. Cette fiche sur le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) a pour but de donner une information sur les fondements historiques et idéologiques de cette rébellion touarègue issue du Nord du Niger. Elle en aborde les modes opératoires et la zone d'influence. Les sources diverses de financement et les soutiens du groupe, notamment celui apporté en son temps par Mouammar Kadhafi, sont également abordés. Enfin, les actions les plus significatives de ce groupe armé sont répertoriées. Cette fiche fait partie d'une série de fiches sur les groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : Mouvement des Nigériens pour la justice, Touareg, Afrique de l'Ouest, Niger, groupes armés, Libye.

Abstract

Nigerians Movement for Justice – Fact Sheet

The threat posed by armed and terrorists groups on peace and security in West Africa deserves our utmost attention. This datasheet on the Nigerians Movement for Justice aims to provide information about the historical and ideological foundations of this former Tuareg movement present in the North Niger. It focuses on its modus operandi and its area of influence. The datasheet is also exploring its various sources of funding and its supporters, among other the former Libyan dictator, Muammar Gaddafi. Finally, the most significant actions of this armed group are listed. This datasheet is part of a series of fact sheets on armed groups in West Africa.

Keywords: Nigerian Movement for Justice, Tuareg, West Africa, Niger, armed groups, Libya.

Citation :

SADATCHY Priscilla, *Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) – Fiche Documentaire*, Note d'Analyse du GRIP, 3 novembre 2011, Bruxelles.

URL: http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2011/NA_2011-11-03_FR_P-SADATCHY.pdf



1. Fondation et historique du mouvement



Au cours de ces vingt dernières années, le Niger a été confronté à deux rébellions touarègues successives. Peuple de nomades dispersé dans six pays – le Niger, l’Algérie, la Libye, le Mali et le Burkina Faso – les Touaregs se sont soulevés pour la première fois contre les autorités nigériennes en 1992. Présents au Nord du pays, riche en uranium, les hommes bleus exigeaient une redistribution plus équitable des rentes uranifères ainsi qu’une meilleure représentation de leur peuple au niveau politique. Jusqu’en 1995, la région d’Agadez, au

nord du pays, a été le théâtre de guérillas. Les combats prirent fin avec un accord de paix signé à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 15 avril 1995¹, avec le gouvernement nigérien qui prévoyait une réorganisation administrative du territoire (décentralisation du pouvoir) et la réinsertion des ex-combattants. Le calme semblait être rétabli mais c’était sans compter avec le désenchantement des Touaregs face à la lenteur des réformes pour l’application effective de la loi de décentralisation.

Par ailleurs, la crise alimentaire qu’a connue le pays en 2005 exacerba le sentiment de marginalisation et d’abandon des Touaregs, populations pastorales. En effet, seules les populations agricoles, présentes dans le sud du pays, avaient bénéficié de messages d’alerte précoce et de programmes destinés à remédier à la crise. Ce traitement différencié intensifia le ressentiment des Touaregs qui subissaient d’ores et déjà la raréfaction des zones pastorales du fait des pressions foncières des agriculteurs, principale base électorale, sur les décideurs politiques.

La rébellion de 1992 entendait mettre un terme à la marginalisation économique, sociale et politique des peuples du Nord mais, douze ans après la signature de l’accord de paix, leurs conditions de vie n’avaient guère changé. C’est ainsi que, en février 2007, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) se constitua et entama la seconde rébellion touarègue au Niger.

Après deux ans d’insurrection dans le Nord du pays, le gouvernement nigérien engagea officiellement le dialogue avec le groupe armé, en avril 2009, sous l’égide du dirigeant libyen de l’époque, feu Mouammar Kadhafi. Les négociations aboutirent à un accord de paix tacite et le MNJ déposa les armes le 6 octobre 2009 à Sabah, en Libye.

1. La rébellion était menée par les populations touarègues et toubous (est du Niger) de façon uniforme au sein du Front de libération de l’Aïr et de l’Azawak (FLAA) mais le mouvement s’est par la suite fractionné en plusieurs groupes armés, chacun contestant les divers accords de paix. La paix a été signée avec chacun de ces groupes séparément, le dernier d’entre eux l’ayant signée en 1998.

2. Objectifs et idéologie

Le MNJ revendiquait avant tout une application effective de l'accord de paix de 1995 et, de ce fait, une mise en œuvre réelle de la loi de décentralisation afin que les collectivités locales puissent obtenir une plus grande autonomie dans la gestion des affaires économiques.

Ses revendications se voulaient avant tout sociales et économiques et relevaient plus particulièrement de la question uranifère. Les Touaregs réclamaient notamment une meilleure redistribution des rentes des ressources naturelles présentes dans la région. Ils exigeaient un versement de 50% des revenus des sociétés d'exploitations aux projets de développement de la région, contre les 15% fixés par la loi. Ils se battaient également pour une meilleure représentation de la population locale dans les emplois du secteur minier, tout en dénonçant les conditions sanitaires médiocres des travailleurs du site d'Arlit². Enfin, le MNJ avait soulevé la question de la pollution radioactive causée par les exploitations minières.

Marginalisé également sur le plan politique, le mouvement touareg demandait aussi une meilleure représentation dans les administrations, l'armée et les instances étatiques. Aussi exigeait-il une meilleure réintégration des anciens combattants de la rébellion de 1992.

Bien que le mouvement soit communément appelé rébellion touarègue, le MNJ a toujours mis un point d'honneur sur la dimension sociale et non ethnique de son action et a invité toutes les ethnies se sentant concernées par ses revendications à le rejoindre.

3. Organisation

3.1. Leadership et structures de commandement

3.1.1. Fondateurs

Selon Yvan Guichaoua, chercheur au CRISE³, le mouvement se serait d'abord créé autour d'Amouane Kalakoua et d'Aboubacar Alambo, tous deux soupçonnés de banditisme. Ce ne serait que par la suite que des personnalités plus crédibles de la communauté touarègue, dont Aghaly Alambo, auraient rejoint le groupe, en quelques semaines seulement.

3.1.2. Principaux leaders

Aghaly Alambo, président du MNJ, est un Touareg d'Iférouane anciennement membre du Front de libération de l'Air et de l'Azawagh (FLAA) pendant la rébellion touarègue des années 1990. Il a par la suite été sujet à de nombreuses critiques de la part de ses hommes qui remettaient en cause ses compétences de leader. Du fait de ces dissensions politiques parmi de ses dirigeants, le MNJ a donné naissance à deux factions dissidentes : le Front des forces de redressement (FRR)⁴, ayant fait scission le 31 mai 2008, et le Front patriotique nigérien (FPN)⁵ constitué le 22 mars 2009.

2. « Programme des revendications du Mouvement des Nigériens pour la Justice », MNJ, [http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ_Niger_manifesto_5_07\(1\).pdf](http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ_Niger_manifesto_5_07(1).pdf)

3. CRISE, *Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity*, Université d'Oxford.

4. Le président, Mohamed Awtchiki Kriska, et le « commissaire à la guerre », Rhissa Ag Boula, du FRR sont deux grandes figures de la rébellion touarègue de 1992.

5. Le FPN était présidé par Aklou Sidisidi, ancien conseiller d'Aghaly Alambo au sein de l'état-major du MNJ.

Le 31 août 2009, le MNJ est une nouvelle fois divisé entre d'un côté Aghaly Alambo et ses proches, et, de l'autre, des troupes dissidentes menées par Amoumoune Kalakouwa⁶, jusque-là chef d'état-major du groupe. Les négociations de paix et le dépôt des armes ont été menés par Alambo au nom du MNJ.

La vice-présidence du groupe était assurée par Mohamed Acharif, ancien capitaine des Forces armées nigériennes (FAN) qui avait rejoint le MNJ en mai 2007. Il est décédé en juin 2008, tué au cours d'une offensive des FAN.

Le porte-parole officiel du mouvement était un dénommé Tangana Ahmed.

3.2. Effectifs

En octobre 2009, plus de 3 000 combattants – les trois factions rebelles, MNJ-FFR-FPN, confondues – ont déposé les armes.

Le MNJ se composait de déserteurs des FAN – souvent d'ex-combattants rebelles réintégrés dans l'armée régulière –, d'anciens rebelles du FLAA et de jeunes de la région d'Agadez. Pour recruter de nouveaux membres, le mouvement exploitait le désarroi des populations du nord face à leur situation socio-économique et aux exactions de l'armée.



Combattants touaregs

Le groupe était constitué principalement de Touaregs mais comptait aussi dans ses rangs des éléments issus des ethnies toubou⁷ et haoussa.

3.3. Armements

Selon Small Arms Survey, le MNJ aurait disposé de fusils automatiques, de RPG, d'explosifs et de mines anti-véhicules. Il possédait également des mines anti-personnel mais a toujours nié toutes utilisations de telles armes.

Toujours selon Small Arms Survey, les armes proviendraient de la Libye mais aussi des attaques contre les forces de sécurité nigériennes, des déserteurs des FAN qui auraient quitté l'armée régulière en emportant leurs armes, et enfin du pillage d'un arsenal militaire.

3.4. Financements

Selon Yvan Guichaoua, Le MNJ aurait reçu un soutien financier des Touaregs libyens et algériens.

Déjà soupçonnée d'avoir appuyé la rébellion de 1992, la Libye avait également été mise en cause par le gouvernement nigérien. Mamadou Tandja soupçonnait Mouammar Kadhafi de soutenir le MNJ dans le but de récupérer les ressources minières du pays.

Par ailleurs, dès 2007, le gouvernement nigérien avait accusé la compagnie minière française Areva de financer le MNJ⁸ pour dissuader les sociétés étrangères concurrentes de s'installer dans

6. Par un communiqué en date du 31 août 2009, les troupes dissidentes, qui ne reconnaissent plus l'autorité d'Aghaly Alambo, décident de limoger ce dernier.

7. Bocar Mohamed Sougouma, dit Warabé, leader de rebelles toubou pendant la rébellion de 1992, avait rejoint le MNJ à la fin décembre 2007. Sept mois plus tard, en juillet 2008, il a déposé les armes et déclaré le faire de son propre chef. Le MNJ, quant à lui, affirme qu'il l'aurait banni parce qu'il aurait découvert que Sougouma était en réalité un espion à la solde du gouvernement.

le pays – le Niger avait auparavant fait part de son intention de mettre fin au monopole du groupe français en faisant jouer la concurrence. De son côté Areva a reporté ces accusations sur le gouvernement nigérien. Les tensions entre les deux parties se sont apaisées lorsque le prix d'achat de l'uranium nigérien a été fortement revu à la hausse début août 2007.

Enfin, le gouvernement nigérien avait accusé le MNJ de se financer par des trafics de drogues mais le groupe avait démenti toutes implications dans quelque réseau que ce soit.

4. Mode opératoire

Le MNJ a principalement mené des attaques contre les FAN et les intérêts miniers étrangers, notamment contre Areva. Il a eu recours aux enlèvements à diverses reprises mais les otages – notamment des employés d'Areva, un cadre chinois d'une société menant des activités de recherche d'uranium, un préfet – ont été libérés. Il a fait prisonniers plusieurs soldats des FAN.

Le gouvernement a accusé le MNJ d'avoir posé des mines anti-personnel dans la région d'Agadez ainsi qu'à Niamey, la capitale, mais le groupe a toujours nié ces allégations et a accusé le gouvernement en retour.

On a recensé plusieurs civils parmi les victimes des combats et des mines anti-personnel. Cependant, la responsabilité du gouvernement est tout autant engagée que celle du MNJ. Les FAN sont accusées d'avoir perpétré des massacres et commis des exactions contre les populations civiles, notamment touarègues⁹.

5. Aire/Zone d'opération

La rébellion s'est pour l'essentiel déroulée dans la région d'Agadez, au nord du pays, et plus particulièrement dans la région montagneuse de l'Air.

6. Connections

Les rébellions touarègues au Mali¹⁰ et au Niger ont été menées de façon quasi-simultanées mais les deux mouvements étaient bien distincts. En 2007, l'Alliance Touareg Niger-Mali (ATNM)¹¹ souhaitait établir une jonction avec le MNJ et créer une plateforme de revendications communes aux Touaregs maliens et nigériens. Cependant, selon Small Arms Survey, seule une faction du MNJ aurait combattu de manière occasionnelle avec l'ATNM et se serait rapidement désengagée. En revanche, selon Yvan Guichaoua, le MNJ aurait bénéficié du soutien des Touaregs algériens et libyens.

8. En juillet 2007, le Niger avait expulsé deux des représentants d'Areva, Dominique Pin (directeur des opérations au Niger) et Gilles Denamur (chef de la sécurité), les accusant d'espionnage.

9. « Niger: Exécutions extrajudiciaires et déplacements de populations dans le nord du pays », Amnesty international, 19 décembre 2007.

10. Tout comme le Niger, le Mali a été confronté à quatre rébellions touarègues depuis les années 1960, la plus récente, datant de mai 2006, a pris fin en 2009.

11. Dirigé par Ibrahim Ag Bahanga, l'ATNM était l'une des factions de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), mouvement de la rébellion touarègue au Mali.

Lors de la récente crise libyenne de 2011, de nombreux ex-combattants Touaregs – le MNJ avait d’ores et déjà déposé les armes – avaient rejoint les rangs des pro-kadhafistes du fait de leur attachement historique envers le Guide libyen¹². De plus, les « mercenaires » touaregs, toujours dans une situation socio-économique précaire, s’étaient vu promettre une solde importante. Début septembre, on estimait que 600 combattants étaient rentrés au Mali et au Niger. Si l’on considère également les civils, ce sont près de 200 000¹³ Touaregs qui auraient regagné le Niger.

Par ailleurs, les Touaregs du Niger sont soupçonnés d’interagir avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)¹⁴. Cependant, cette collaboration relève uniquement du banditisme et des trafics illégaux, sans aucune adhésion à l’idéologie du groupe salafiste. De plus, de nombreux Touaregs dénoncent cette amalgame entre Touaregs et bandits et se disent prêts à défendre la région contre la menace AQMI¹⁵.

7. Opérations et activités criminelles (chronologie des activités)

Il n’est pas facile de répertorier de manière très précise les actions menées par le MNJ puisque les médias n’étaient pas autorisés à couvrir la rébellion. Les informations recensées auprès du gouvernement et du MNJ sont donc sporadiques et parfois contradictoires.

Date	Lieu	Action	Bilan	Réaction
Février 2007	Alentours d’Iférouane, Arlit et Ingall	Attaque d’un détachement des FAN. Attaques sporadiques.	3 soldats tués au cours de l’attaque contre le détachement des FAN.	Le gouvernement qualifie les auteurs de ces actes de bandits et trafiquants.
18 - 22 juin 2007	Ville d’Agadez	Attaque contre l’aéroport d’Agadez.	Peu de dommages.	
22 juin 2007	Tezirzaït	Prise d’un avant-poste de l’armée.	15 soldats tués ; 70 otages.	
9 décembre 2007	Tiguidit	Affrontements entre FAN et MNJ.	8 morts : 7 civils touaregs et un membre du MNJ ; 1 soldat des FAN blessés.	Le gouvernement admet avoir tué des civils par accident ; le MNJ affirme qu’il s’agissait d’exécutions.
21 janvier 2008	Tanout	Attaque du MNJ contre la ville de Tanout.	7 morts et 11 otages dont des haut-gradés des FNIS ¹⁶ et le préfet de Tanout.	Le préfet fut libéré par le MNJ le 10 mars 2008 avec 25 autres otages.
22 juin 2008	Arlit	Raid dans les installations d’Areva.	Enlèvement de 5 personnes dont 4 employés français d’Areva.	Remise des otages à la Croix-Rouge, à Agadez, le 25 juin 2008.
Fin juin 2008	Tezirzaït	Offensive des FAN qui récupèrent l’avant-poste de Tezirzaït (attaques aériennes et terrestres).	Beaucoup d’éléments du MNJ, dont le Vice-président Acharif Mohamed, tués ; 26 soldats tués et véhicules (dont 1 hélicoptère) détruits (source MNJ).	

12. Mouammar Kadhafi avait entretenu des liens privilégiés de très longue date avec la communauté touarègue, allant même jusqu’à déclarer en 2005 que « La Libye est le pays des Touaregs, leur base et leur soutien ».

13. Alan Boswell McClatchy, « *Nomads in the spotlights* », Sentinel Source, le 16 octobre 2011.

14. Les Touaregs sont notamment soupçonnés d’avoir participé à l’enlèvement de 7 personnes – cinq Français, un Togolais et un Malgache – en septembre 2010, et d’avoir remis les otages à AQMI.

15. « *Niger: l’ex-rébellion touareg s’exprime* », *Le Figaro*, le 22 septembre 2010.

16. Forces nationales d’intervention et de sécurité : police paramilitaire.

Novembre 2008	Elmiki	Selon MNJ : offensive pour contrer une tentative des FAN d'établir une base à Elmiki et en réponse à des exactions commises sur les civils.	Le MNJ rapporte avoir tué 8 soldats, blessé au moins 12 autres, détruit des véhicules et repoussé les FAN. Il accuse aussi le gouvernement d'avoir arrêté 6 civils et d'avoir détruit des propriétés de la population.	Le gouvernement nie l'existence de combats ou toutes attaques contre les civils. Il affirme cependant avoir perdu 4 soldats lors de l'explosion d'une mine.
---------------	--------	---	--	---

8. Évolution et portée des actions du MNJ

Lorsque le MNJ est apparu en février 2007, le président nigérien à l'époque des faits, Mamadou Tandja, refusa toute forme de dialogue avec le mouvement qu'il qualifia de « bandits » et « trafiquants de drogues ». À l'approche des élections, le gouvernement voulait ainsi témoigner de sa fermeté à l'égard des « criminels » du Nord en optant pour une attitude de répression. Il n'était en aucun cas question de « rébellion ».

Face à la recrudescence des violences dans le Nord du pays, les autorités nigériennes décidèrent de déclarer l'état de mise en garde¹⁷ dans la région d'Agadez dès le 24 août 2007. En d'autres termes, le gouvernement octroya aux forces de sécurité des pouvoirs exceptionnels dans le but de mettre fin aux violences. Par ailleurs, l'état d'urgence conduit à la fermeture des agences d'aides dans la région et les médias se sont vus interdire de couvrir la rébellion¹⁸.

L'insurrection a duré deux ans ; deux années pendant lesquelles recrudescences des violences et périodes d'accalmies se sont succédé, provoquant une crise humanitaire au Nord du pays et le déplacement de près de 11 000 personnes selon l'Internal Displacement Monitoring Center.

Les négociations entre le gouvernement nigérien et les trois groupes armés ont officiellement commencées en avril 2009, à Syrte¹⁹, sous l'égide de Mouammar Kadhafi. Affaibli par l'offensive des FAN en novembre 2008 et par les dissensions internes, le MNJ a déposé les armes le 6 octobre 2009 – le FFR et le FPN en ont fait de même. En retour, Mamadou Tandja signa une ordonnance d'amnistie²⁰ et, le 27 novembre 2009, leva l'état de mise en garde sur la région d'Agadez.

Après le renversement de Mamadou Tandja par un coup d'État le 18 février 2010, les trois groupes armés ont constitué une *Alliance de Coopération pour la Paix* (APC)²¹ afin d'établir un dialogue avec les nouvelles autorités nigériennes et d'obtenir la mise en place de mesures effectives. Cependant, à l'heure actuelle, la condition des Touaregs ne s'est toujours pas améliorée. Pire, la rébellion ayant mis un frein au tourisme, second secteur porteur de la région, les difficultés économiques se sont accrues. L'accord de paix – purement tacite, aucun document officiel n'a été signé jusqu'à ce jour – prévoyait notamment la réintégration des 3 000 ex-combattants. Nombre

17. Décrété originellement pour une période de trois mois, l'état de mise en garde n'a eu de cesse d'être renouvelé. Il équivaut à l'état d'urgence.

18. Des journalistes ont été arrêtés – voir expulsés, pour la presse étrangère – et des stations de radio ont été fermées.

19. Aghaly Alambo, président du MNJ, s'était installé en Libye dès le mois de mars 2009.

20. Signée le 23 octobre 2009, l'amnistie porte sur les crimes et délits commis dans le cadre de la rébellion sur la période allant de 2005 au jour de la signature de l'ordonnance. Elle concerne les rebelles, les militaires et les personnes leur « ayant prêté main forte ».

21. On a pu observer des dissensions au sein des trois groupes armés quant à l'établissement de la paix par la constitution de plusieurs organes de négociations : l'APC mais aussi le CERA (Coordination de l'ex-résistance armée) qui se compose d'éléments du MNJ et du FPN à l'exclusion du FFR.

d'entre eux sont désormais sans emploi ou se sont tournés vers des activités illégales – trafic de drogues²², trafics d'armes, enlèvements et ventes d'otages à AQMI.

Par ailleurs, avec le retour massif des anciens combattants touaregs pro-kadhafistes, la situation sécuritaire dans la région semble de plus en plus précaire. Le retour d'éléments armés au nord du Niger laisse craindre la formation d'une nouvelle rébellion ou encore la vente des armes rapportées de Libye à des groupes tels qu'AQMI. Quant à l'ACP, elle reproche au gouvernement de ne pas l'impliquer davantage dans la construction de la paix et le maintien de la sécurité dans la région, particulièrement face à la menace croissante que représente AQMI.

9. Bibliographie

F. Bouhlel-Hardy, Y. Guichaoua et A. Tamboura, « *Crises touarègues au Niger et au Mali* », Compte-rendu du Séminaire du 27 novembre 2007, IFRI, janvier 2008.

Stéphanie Pézard avec Anne-Kathrin Glatz, « *Armes légères et sécurité en Mauritanie ; Une perspective nationale et régionale* », Small Arms Survey, juin 2010, pages 66-68.

Alan Boswell McClatchy, « *Nomads in the spotlights* », Sentinel Source.com, 16 octobre 2011 ; http://sentinelsource.com/news/national_world/nomads-in-the-spotlight/article_57927d86-c610-5a53-8f73-501d93731b18.html

Sonia L.G., « *Retour sur la naissance de la rébellion touareg* », Geostratégie.com, 25 septembre 2010 ; <http://www.geostrategie.com/2822/retour-sur-la-naissance-de-la-rebellion-touareg/>

« *La situation des droits humains : République du Niger* », Niger - Amnesty International Rapport 2008 ; <http://www.amnesty.org/fr/region/niger/report-2008>

MISNA, « *Libya And Touareg: Balance Changes Along Desert Routes – Analysis* », Eurasia Review, 2 octobre 2011; <http://www.eurasiareview.com/02102011-libya-and-touareg-balance-changes-along-desert-routes-analysis/>

Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération
au développement

Priscilla Sadatchy est chercheure-stagiaire au GRIP. Titulaire d'un Master en Droit international et européen « Sécurité internationale et défense » (Grenoble), ses travaux au GRIP portent sur l'amélioration de la sécurité humaine, la prévention des conflits et le renforcement de l'État de droit dans les pays d'Afrique centrale et occidentale.

Le **Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >